$(N^{\circ}4)$

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1912-1913

BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR

L'EXERCICE 1913

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature quinze projets de loi formant le Budget général des Recettes et des Dépenses du Royaume pour l'exercice 1913, ainsi que le projet de Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

D'après l'ensemble des projets sormant le Budget général, le bilan présumé de l'exercice 1913 s'établit ainsi qu'il suit :

Montant des évaluations de recettes . . fr. 757,654,649 »

— prévisions de dépenses . . . 755,540,109 72

Soit un excédent de recettes de . . fr. 2,114,539 28

Le tableau suivant présente le détail de ces chiffres mis en regard de ceux du Budget de 1912 :

		MONTANI	a c	ES BUDGETS		DIFFE	RENCES.	
DÉSIGNATION DES BUI	OGETS.	votés pour l'exerc 1912.	ice	en projet pour l'exercic 1913.	e	Augmentations	Diminutions.	_
Dette publique } Dépense	s ordinaires exceptionnelles.	198,778,275 15,000	72 »	209,361,718 7 10,000		10,583,443	» 5,000	»
Dotations	ordinaires exceptionnelles.	5,479. 0 90 »	8 6	5,586,55a »	D	107,459 14	» »	
Ministère de la Justice }	ordinaires exceptionnelles.	28,944,400 1,692,000		30,000,400 1,763,333	»	71,333		
- des Affaires Étran- } - gères, } -	ordinaires exceptionnelles.	4,940,846 50,000			»	35,640)	» 50,000	»
— de l'Intérieur }	ordinaires exceptionnelles.	7,087,915		11.31))))	303,390 >	» 266,000	»
- des Sciences et des { - Arts } -	ordinaires exceptionnelles.	39,494,357 1,195,045	» »	7	» »	1,536,765)	» 26,318	»
- de l'Industrie et du } - Travail } -	ordinaires exceptionnelles.	25,574,217 1,190,000	» »	26,049,500 1,296,000	» »	475,283 ×	1	
 des Chemins de fer, { Postes et Télégraphes. } 	ordinaires exceptionnelles.	255,858,463 90,000	» »	284,206,863 50,000	» »	28,318,400	» 40,000	>>
_ de la Guerre } _	ordinaires exceptionnelles.	56,244,940 11,731,500	»	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	» »	7,032,475)
Gendarmerie }	ordinaires exceptionnelles.	8,792,500 1,586,960	9))	1 17 17 17 17 17 17	» »	1,252,820		
Ministère des Finances }	ordinaires exceptionnelles.	24,377,900 8,000	»	25,227,150 10,000	<u>,</u>	849,250 ×	1	
de l'Agriculture et des Travaux publics .	ordinaires exceptionnelles.	28,892,746 1,649,000))))		» »	75 7, 461)	171,000	»
- des Colonies }	ordinaires exceptionnelles.	1,322,700 »	»	1,421,483 »	»	98,783	, 13 13	
Non-Valeurs et Remboursements		2,826,000))	2,826,000	»	n	7)	
Total	ordinaires	688,644,350	58	741,150,519 7	12	52,506,169 1	»	
-	exceptionnelles.	19,912,505	»	14,389,590	» ·	280,553	5,803,468))
total gén	ÉRAL	708,556,855	58	755,540,109	J	52,786,722 1	5,803,468	»
Voies et Moyens		»		757,654,649 	» –	+ 46,0	83,254 14	
EXCÉDENT DES RECETT	ES	»		2,114,539	8			

En ce qui concerne les recettes, le tableau suivant indique par branche de revenu, comparativement à 1912, les augmentations et les diminutions qui résultent du nouveau projet de Budget des Voies et Moyens:

		Augmentations.	Diminutions.
ART.	rer. Contribution foncière. fr.	331,000 "	n
))	2. Contribution personnelle.	415,000 »	»
))	3. Droit de patente	r,000,000 »	*
»	4. Redevances sur les mines.	130,000 »	"
n	5. Douanes	9,467,000 "	»
»	6. Accises	6,258,200 »	»
»	7. Recettes diverses	»	850,000 »
1)	8. Enregistrement et transcriptions	5,000,000 »	»
,,	9. Greffe	60,000 »	»
,	o. Hypothèques. Droits d'inscription.	40,000 »	"
n	11 Successions	2,500,000 »	»
))	12. Timbre	1,500,000 »	»
,,	16. Rivières et canaux	250,000 »	»
»	17. Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut à Anvers	. 800,000 »	. »
»	20. Chemin de fer	25 , 500,000 »))
»	21. Télégraphes et téléphones.	1,800,000 »))
))	22. Postes	1,092,520 »	»
))	23. Produit du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres .	150,000 »	»
))	24. Produit du passage d'eau d'Anvers à la Tête-de-Flandre	3,000 »	y
")	29. Produits divers et accidentels	50,000 »	»
	A REPORTER fr.	56,346,720 »	850,000 »

	Report fr.	56,346,720)	850,000 »
ART.	31. Abonnements au Moniteur,			
	etc., perçus par l'admi-			
	nistration des Postes	10,000))	1)
))	32. Produit de la vente des			
	permis de pêche	10,000	»	•
»	33. Produits divers des prisons	50,000	»	»
»	34. Produit de l'emploi des			
	fonds de cautionnements			
	et de consignations	. "		200,000 »
>>	39. Produit de la régie du			
	Moniteur	20,000	»	·))
) }	43. Bonification d'un quart			
	pour cent par semestre			
	sur l'excédent de la cir-			
	culation moyenne au			
	delà de 275 millions de			
	francs des billets de la			
	Banque Nationale de			
	Belgique (Loi du 26			
	mars 1900, art. 2, 3º ali-			
	néa.)))	1)
»	46. Intérêts et dividendes des			
	actions de la Société na-			
	tionale des Chemins de	2		
	fer vicinaux.	, ,))	»
»	48. Intérêts d'obligations de sociétés d'armement ma-			
	ritime			465
				465 »
))	49. Prélèvement sur le fonds			
	de la Caisse de rempla- cement du Département			
	de la Guerre	»	٠	3,000,000 »
» .	50. Frais de perception des			,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
,, .		**************************************		
	A REPORTER fr.	57,136,720	9	4,050,465 »

» 62. Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux. (Loi du 16 mai 1876.)

Fr. 57,822,520 " 4,050,465 "
Augmentation. . . fr. 53,772,055 "

625,800 »

Les augmentations et les diminutions proposées tant du côté des évaluations de recettes que du côté des prévisions de dépenses, relevées aux deux tableaux qui précèdent, sont justifiées dans les notes préliminaires qui se trouvent en tête des divers projets de Budgets.

L'IMPÔT SUR LES EAUX-DE-VIE. — LA CONSOMMATION D'ALCOOL DE BOUCHE.

Le tableau inséré en dernier lieu dans le précédent Exposé général a fait apparaître la diminution graduelle de la consommation d'alcool de bouche, sous l'influence des augmentations successives de l'impôt. On se rappelle que la loi du 17 juin 1896 a élevé l'accise de 64 francs à 100 francs (par hectolitre d'eau-de-vie à 50 degrés) et que, finalement, la loi du 18 février 1903 l'a portée à 150 francs.

D'après la statistique établie au moyen des documents dont l'administration dispose, la consommation annuelle par habitant était, avant l'aggravation fiscale de 1896, de 10^{lit}03; descendue à 9 litres environ à la suite de cette mesure, elle est tombée en dessous de 6 litres après la nouvelle aggravation de 1903.

Le dernier Exposé général indiquait une certaine tendance au relèvement de la consommation; de fait, les résultats connus à l'heure actuelle déterminent, pour l'année qui va s'ouvrir, une évaluation de recette basée sur une consommation de 5^{lit}74 par habitant, alors que le chiffre unitaire était de 5^{lit}50, à peine, pour les deux années précédentes.

Les déductions de la statistique, cela va sans dire, ne représentent que la consommation *présumée*, comme le marquent les tableaux publiés antérieurement.

Il est un facteur dont il faut tenir compte sans qu'il soit possible d'en déterminer l'importance : c'est l'entrée dans le commerce d'alcools importés ou fabriqués en fraude. Un redoublement de surveillance s'en est suivi et a, depuis un an, amené la découverte de faits de fraude nombreux et graves dans des usines déclarées; de là les nouvelles mesures de précaution et de répression proposées dans le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens.

LA COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE. — LES RÉSULTATS ANNUELS DU BUDGET GÉNÉRAL.

Ainsi que le Gouvernement l'a fait remarquer dans les Exposés précédents, les charges nouvelles résultant des modifications de comptabilité introduites en 1895 aggravent considérablement les conditions d'équilibre du Budget général. Elles ne l'ont pas empêché cependant de solder une fois de plus en 1911 par un boni.

Le tableau ci-après indique, année par année, pour la dernière période décennale, le montant du boni effectif, celui des dépenses exceptionnelles et celui des capitaux éteints au moyen des fonds mis par année à la disposition de la Caisse d'amortissement :

EXERCICES.	BONIS EFFECTIFS.	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	CAPITAUX ĒTEINTS.		
1902	3,215,338 72	13,653,128 48	6,741,000 %		
1903	2,901,290 91	10,904.563 18	7,144,000 »		
1904	6,231,764 57	11,336,373 91	10,214,800 »		
1905	14,737,030 38	19,130,182 80	11,211,100 »		
1906	5,646,580 11	22,667,054 50	11,831,700 »		
1907	2,571,184 38	21,027,036 67	12,877,900 »		
1908	3,964,653 44	12,960,585 48	13,6 93,700 »		
1909	16,617,405 23	14,555,298 64	13,597,300 »		
1910	9,532,985 87	25,471,347 90	14,837,700 »		
1911 (Résultat approximatif).	4,166,000 »	21,000,000 »	16,418,800 »		

LES DÉPENSES EXCEPTIONNELLES D'ORDRE MILITAIRE.

Après ce qui vient d'être dit au sujet des dépenses exceptionnelles en général, le Gouvernement a pour devoir de signaler la situation momentanée qui se présente du côté des dépenses de l'espèce intéressant la défense nationale.

En se reportant à une quinzaine d'années, c'est-à-dire à l'époque où les dépenses exceptionnelles d'ordre militaire ont été incorporées au Budget général, un grand effort a été fait pour avancer l'amélioration du casernement des troupes et pour élever le matériel de l'armée et l'outillage des ouvrages défensifs à la hauteur des nécessités, sans recourir à l'emprunt. Toutefois, la Législature a admis l'intervention du Budget extraordinaire et de l'emprunt quand il s'est agi de la construction et de l'armement des forts de l'Escaut (lois du 30 mars 1906, du 18 août 1907 et du 5 juillet 1909).

L'œuvre du casernement est encore loin d'arriver à son terme et, d'autre part, il reste de grands sacrifices à faire pour compléter l'armement des ouvrages autres que ceux de l'Escaut [N° 4] (viii)

ainsi que l'armement des batteries d'artillerie de campagne de création récente. Ces nouveaux efforts s'imposent avec un caractère d'urgence, et il n'est pas possible de les faire supporter par le Budget ordinaire de deux ou trois exercices, étant donné que les autres dépenses exceptionnelles concernant les divers services de l'État atteignent chaque année un total très élevé.

Dans cet état de choses, le Gouvernement a résolu de présenter aux Chambres, dès le début de la session, un projet de loi allouant des crédits extraordinaires pour 10 à 12 millions, à employer immédiatement aux dépenses d'armement.

Il s'agira, pour celles-ci, d'une avance à effectuer à l'aide de l'emprunt, à charge de remboursement par le Budget ordinaire en un certain nombre d'années; le Gouvernement proposera, au moment voulu, d'inscrire au Budget de la Guerre la première annuité de remboursement, que l'on estime devoir être de 1 1/2 million : le boni présumé du présent Budget général permettra ce prélèvement.

LES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES ET LA DETTE PUBLIQUE.

Le Gouvernement s'est expliqué dans les Exposés généraux précédents sur la fonction du Budget extraordinaire ainsi que sur la légitimité et la productivité de l'emprunt tel qu'il est pratiqué en Belgique.

Les crédits qui grèvent le Budget ordinaire pour le service des intérêts et le fonctionnement obligatoire de l'amortissement de la Dette publique représentent intégralement la charge de celle-ci : ils assurent le paiement par annuités des dépenses qui ont été soldées par l'emprunt, et réalisent l'extinction graduelle de celui-ci au moyen des ressources annuelles du Trésor La Dette n'est donc pas une charge distincte des autres charges comprises dans les dépenses ordinaires; elle fait réapparaître au Budget ordinaire, sous forme d'annuités, les dépenses d'outillage économique imputées sur l'emprunt, et ces

annuités sont en tout semblables à celles qui y figurent pour le rachat des concessions de chemins de fer.

Il importe dès lors, au point de vue de l'équilibre du Budget général, de se rendre compte de la productivité de l'emprunt et de vérifier dans quelle mesure les revenus procurés par les dépenses auxquelles il a été affecté couvrent les intérêts et l'amortissement de la Dette.

C'est dans ce but qu'a été dressé le tableau qui va suivre, résumant sous la forme concise d'un bilan (¹) les chiffres du Budget général de 1913 tels qu'ils résultent des projets de Budgets.

Les dépenses figurant au débit se classent en deux grandes catégories : la première comprend les dépenses relatives à l'exploitation des régies industrielles assumées par l'État (chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones, marine) et de son domaine privé, ainsi que la charge annuelle des intérêts et de l'amortissement de la Dette publique, laquelle a été contractée presque en entier pour les dépenses d'établissement et d'outillage desdites régies; — la seconde embrasse les dépenses publiques proprement dites, y compris les dépenses exceptionnelles précédemment imputées sur le Budget extraordinaire.

Au crédit, en regard de chacune des catégories de dépenses susmentionnées, apparaissent les recettes qui en forment la contre-partie : d'abord ce qui peut être qualifié de revenu privé de l'État, c'est-à-dire le produit des placements financiers et la recette brute des régies; ensuite les revenus publics consistant principalement dans le rendement des impôts.

⁽¹) Les résultats des exercices de 1909 à 1911 ont été présentés sous la même forme dans l'Exposé de la situation du Trésor public au 1^{er} janvier 1912.

DÉBIT

Bilan de l'exercice 1913, d'après les

				1 11
	Dette consolidée	126,954,857 93		
	Annuités (Intérêts 11,132,798 16) dues par l'Etat. (Amortissement . 5,255,521 03)	16,388,319 19		
Dépenses afférentes	Dette flottante Charges des bons du Trésor	15,600,000 %		
au service de la Dette. Chap. I du Budget de la Dette publique.		158,943,177 12		
de la Delle publique.	Intervention de l'État dans la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux	4,650,000 »		
	Intervention de l'État dans la formation du capital de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles			
	Autres charges	916,047 50		
Dépenses afférentes aux régles de l'État.	Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine (1)	28 8,7 56, 8 63 »	164,859,224 62	
aux region de 7 ment.	Domaine privé de l'État	1,285,610 »	290,04 2, 473 »	
		~		454,901,697 62
Autres dépenses.	Dépenses ordinaires		286,298,822 10 14,339,590 »	
				300,638,412 10
	Excédent de recettes. (Bo	oni.)		2,114,539 28
				757,654,649 »

⁽¹⁾ Y compris les pensions afférentes à ces services.

chiffres du projet du Budget général.

CRÉDIT.

				-			
		Intérêts et dividendes des actions de la Société nationale des chemins de fer vicinaux	3,300,000				
	Revenu direct des capitaux.	Intérêts d'obligations de sociétés d'armement mari- time	980,000 162,825	»			
	Produit brut des régles	Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine Domaine privé de l'État	~	 » (²	5,736,825) 405,835,250		
8	Produit des Impôts.	Contributions directes, douanes et accises					411,572,075 »
				-	317,714,650		
÷	Autres recettes			-	28,367,924	»	346,082,574 »
							757,654,649 »

⁽¹⁾ Cette indemnité, attribuée à divers particuliers et sociétés, a été capitalisée par le Trésor en vertu de la loi du 14 mai 1904,

⁽²⁾ Abstraction saite de la somme de 17,086,750 francs dévolue au Fonds communal sur le produit des postes.

Il ressort de ces chiffres que la charge annuelle des intérêts et de l'amortissement de la Dette publique, augmentée des dépenses relatives à l'exploitation des régies industrielles et du domaine privé de l'État, est couverte, à 43 millions près, par le produit brut de ces régies et par le revenu des placements financiers. Encore faut-il ne pas perdre de vue que les capitaux affectés aux grands travaux publics ne sont pas immédiatement productifs; tel est le cas pour les dépenses considérables nécessitées par les extensions du chemin de fer : complètement improductives pendant les années qu'exige l'exécution des travaux, elles ne deviennent rémunératrices que progressivement, pour n'atteindre toute leur puissance de productivité qu'après une longue période d'utilisation des installations nouvelles.

On peut, d'autre part, affirmer que cette différence de 43 millions disparaîtrait si l'on pouvait chiffrer le rendement des dépenses d'outillage économique dont la productivité indirecte n'apparaît pas spécialement dans le Budget et dont le montant en capital s'est élevé, de 1830 à 1911, à plus de 937 millions (1).

			En	SE	/BL	E.			, fi		937,368,012 86
	Routes et ponts, etc.				•	•	٠	٠		•	227,688,399 08
	Canaux et rivières.	:					•				401,602,720 05
(¹)	Ports et côtes								. fr	•	308,076,893 73

(2) Tableau extrait de celui qui a été publié dans la Note préliminaire du Budget des Recettes

	1895.	18 96 .	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.
Domaine public immobilier :				· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	<u> </u>			
a) Achats	115,526 46	34,194-31	»	95,000 »	n	2,611,480 96	187,464 51	1,070,098 »
Palais de justice, prisons, établissements de bienfaisance. Monuments et bâtiments divers Établissements d'instruc-	175,116 04	64,432 81	1,250 »	»	»	»	»	D
Monuments et bâtiments di-	1,688,261 07	773,893 88	187,146 81	»	280,279 08	8,040 73	80,233 33	226,186 82
Établissements d'instruc- tion, conservatoires de mu- sique et musées.	841,045 87	96,971 38	269,907 21	213,412 41	73,462 57	253,832 86	391 ₁ 801 16	237,437 24
Euvres d'art et de sciences, exposi- tions.	57,411 49	11,962 51	»	»	»	»	»	»
Bâtiments militaires, fortifications, armements	4,484,058 42	5,188,819 03	5,453,761 53	1,280,043 19	251,284 87	242,263 20	329,123 64	20,631 64
Dépenses diverses	1,144,147 44	414,449 91	»	n	n	»	'n	29
TOTAL	8,505,566 79	6,584,723 83	5,912,065 55	1,588,455 60	605,026 52	3,115,617 75	988,622 64	1,554,353 70

L'emploi productif de l'emprunt étant ainsi établi, il est particulièrement intéressant de montrer que le Gouvernement est arrivé à faire face aux dépenses extraordinaires étrangères à l'outillage économique sans devoir recourir aux ressources du crédit.

Le tableau ci-dessous (²) fait voir que, pendant la période de 1895 à 1911, les dépenses extraordinaires proprement dites, autres que celles relatives à l'outillage économique, se sont élevées à fr. 117,192,391 32. Or, pendant la même période, les bonis du Budget général, qui viennent en déduction des capitaux demandés à l'emprunt, ont atteint fr. 130,066,988 72, savoir :

' -											_		- / 222 5
Exercice	1895.	٠	٠		٠				٠		. f	r.	7,316,833 o 5
-	1896.				-		-						6,103,286 56
	1897.												5,771,014 43
	1898.			, •				•					12,100,949 55
	1899.												17,601,156 44
	1900.				•		•						15,049,989 97
	1901.		-									٠	2,539,525 11
 -	1902.												3,215,338 72
	1903.							٠					2,901,290 91
_	1904.											-	6,231,764 57
	1905.												14,737,030 38
	1906.											٠	5,646,580 11
_	1907.												2,571,184 38
	1908.												3,964,653 44
_	1909.				•								20,617,405 23
,	1910.						•			٠,			9,532,985 87
	1911	(Ch	iffi	re .	app	oro	xin	aat	if)		,		4,166,000 »
													130,066,088 72

et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1912. (Chambre, Doc. parl., nº 165, pp. 4 à 6.)

1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.	1910.	1911.	Total général.
2,054,634 14	3,564,174 64	2,188,053 13	2,025 , 960 12	2,549,127 68	1,873,769 68	4,451,059 95.	5,073,889 35	2,095,654 95	29,990,087
»	»	»	>1	» ı	. >)	»	»	»	240,798
548,799 70	247,711 74	1,254,680-59	1,559,958 99	1,407,706 22	926,761 47	1,395,216 27	2,295,291 71	1,037,901 61	13,898,070
534,872 5	871,253 32	965,275 12	876,285 7 3	1,482,923 07	2,186,789 18	2,093,519 53	2, 074,381 82	42 ⁶ ,614 22	12,889,785
»	»	»	»	»	»	»	»	»	69,374
1,032,331 71	1,096,769 76	1,733,174 49	5,753,484 27	5,859,740 01	706,330 70	126,110 20	6,010,649 23	10,853,216 78	50,421,792
1,443,340 03	2 959,467 83	1 033,180 91	1,563,710 33	»	123,885 3	»	»	»	8,682,182
5,613,97 9 o3	8,739,377 29	7,154,664 24	11,779,399 44	11,299,496 98	5,817,536 34	8,065,905 95	15,454,212 11	14,413,387 56	117,192,391

 $[N^{\circ} 4] \qquad (xiv)$

Ce qui revient à dire que si les 117 millions de dépenses, au lieu d'être portées au Budget extraordinaire, avaient été incorporées au Budget ordinaire parmi les « Dépenses exceptionnelles », l'équilibre budgétaire n'en eût pas été compromis; les bonis de l'ensemble de la période 1895-1911 se fussent encore élevés à 13 millions de francs.

Les deux conditions auxquelles est subordonnée la légitimité de l'emprunt se trouvent ainsi vérifiées : d'une part, l'intégralité de nos emprunts — et même une partie de nos revenus ordinaires — est consacrée à des dépenses d'outillage économique directement ou indirectement productives de revenus ; d'autre part, la productivité de l'outillage ainsi constitué exonère le pays des charges de l'emprunt.

ACTIVITÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU PAYS. — SON INFLUENCE SUR LE BUDGET.

Quelques chiffres extraits du Tableau général du commerce extérieur suffisent à mettre en évidence l'essor continu de l'activité économique du pays.

Commerce spécial.

ANNÉES.										IMPORTATIONS		EXPORTATION	TOTAL.		
1894		•	,			•	•		•	francs. 1,574,549,243 »		francs, 1,303,686,468 »	,	francs. 2,878,235,711	» '
1900				•		•				2,215,752,965 »		1,922,884,181 »	,	4,138,637,146	»
1901										2,220,991,626 »		1,828,231,784 »	,	4,049,223,410	»
1902		٠								2,380,683,040 »		1,925,490,170 »	,	4,306,173,210	»
1903							-			2,656,369,910 »		2,110,338,068 »	,	4,766,707,9 7 8	»
1904					-					2,782,219,972 »		2,183,260,722 »	,	4,965,480,694	»
1905			•				-			3,065,336,762 »		2,333,676,477 »	,	5,402,013,239	»
1906			•							3,454,017,157 »	١	2,793,840,167 »	,	6,247,857,324	»
1907										3,773,622,825 »		2,848,124,797 »	,	6,621,747,622	»
1908								• ,		3,327,432,638 »		2,506,443,668 »	,	5,833,8 7 6,306))
1909										3,704,316,263 »		2,809,723,273 »	,	6,514,039,536	»
1910	٠		٠					-		4,264,960,692 »		3,407,428,320	,	7,672,389,012))
1911		٠		•						4,508,472,957 »		3,580,349,637 »	,	8,088,822,594	>>

A la suite de pareil tableau, arrêté à l'année 1910, l'Exposé général du Budget de 1912 renfermait les considérations suivantes :

" Cette activité industrielle et commerciale, la prospérité
" croissante de l'agriculture, dont les moyens de production ne
" cessent de se perfectionner, et l'accroissement de l'aisance
" générale qui dérive de ces causes, amènent chaque année de
" nouvelles plus-values du produit total des impôts aussi bien
" que des recettes de régie. Et ainsi la progression spontanée
" des ressources du Trésor permet de faire face aisément à la
" progression des dépenses de toutes sortes déterminées par
" l'augmentation de la population, par le développement et
" l'amélioration des services publics, par des interventions de
" plus en plus larges de l'Etat en faveur de l'enseignement
" populaire — y compris l'enseignement professionnel, agri" cole, ménager — et en faveur des institutions de mutualité et
" de prévoyance."

Progression des dépenses.

Il serait intéressant de suivre dans le détail la progression des dépenses durant une période de vingt-cinq ou trente années, et d'en mettre en relief les causes principales. Voici du moins, à titre d'exemples, quelques chiffres comparatifs ayant rapport à des institutions ou services qui sollicitent particulièrement l'attention publique :

I. Armée et gendarmerie.

```
Budget de la Guerre: en 1882 . . . . fr. 44,703,600 »

Id. id. : en 1913 . . . . . 69,763,765 »
```

A cet accroissement du Budget de la Guerre, il faut ajouter l'augmentation de la rémunération en matière de milice :

 $[N^{\circ} 4] \qquad (xvi)$

II. Agriculture (y compris les dépenses concernant la voirie vicinale, les cours d'eau non navigables, la régie des eaux et forêts).

Le Budget de l'Agriculture n'existait pas il y a trente ans; quelques-uns de ses éléments se rencontraient, à l'état embryonnaire en quelque sorte, dans les Budgets du Ministère de l'Intérieur (chap. X et XI) et du Ministère des Finances (art. 25: personnel forestier).

III. Industrie et Travail (y compris le service des Poids et Mesures et l'Administration des Mines).

Comme celui de l'Agriculture, le Budget spécial de l'Industrie et du Travail est de création récente.

Il y a trente ans, quelques modestes crédits d'ordre administratif concernant l'Inspection de l'industrie, l'Enseignement commercial et professionnel, les Conseils de prud'hommes, le service des Poids et Mesures, l'Administration des Mines, etc., figuraient aux Budgets des Ministères de l'Intérieur et des Travaux publics (chapitres XII et XIII du premier, et III du second).

IV. Instruction publique, sciences et arts.

Montant des crédits (Budget de l'Instruction publique; chapitres XIV et XV du Budget de l'Intérieur):

 Dans le cours de la période qu'embrasse cet aperçu, la progression du Budget de l'Etat a dépassé de beaucoup la mesure que comportaient l'extension normale des institutions anciennes, en raison de l'accroissement de la population, et la simple amélioration des services existants : ce sont des institutions nouvelles, c'est l'intervention de l'Etat dans certains domaines économiques et sociaux auxquels il restait précédemment étranger, ce sont des services nouveaux créés pour appliquer cette intervention, qui constituent les facteurs principaux de l'augmentation rapide du Budget général.

L'ère de cette progression extraordinaire est loin d'être close. Tout indique, au contraire, qu'elle ne peut que s'accentuer.

Le problème des retraites ouvrières reste posé; il appelle une solution large, étendant le bienfait des lois du 10 mai 1900 et du 5 juin 1911. L'œuvre des habitations ouvrières, poursuivie avec un très grand succès à la faveur du système de crédit établi par la loi du 9 août 1889, doit devenir l'œuvre plus vaste des habitations à bon marché, sous une forme nouvelle qui comportera nécessairement une intervention importante du Trésor. Du côté des grands travaux d'utilité publique, le commerce et l'industrie demandent de nouvelles extensions et de nouveaux aménagements du réseau des voies navigables, spécialement du fait de la prochaine mise en exploitation du bassin houiller de la Campine. L'enseignement public, la voirie, l'hygiène, réclament des subventions de plus en plus larges, sans parler des sacrifices qui seront reconnus indispensables à la sécurité du pays.

Il s'ensuit que, si le progrès constant de nos ressources budgétaires actuelles a suffi, depuis de longues années, à équilibrer l'augmentation incessante des dépenses publiques, si l'on peut compter encore, en 1913, sur les plus-values de recettes pour couvrir l'augmentation considérable des dépenses, il faut envisager la nécessité de ressources nouvelles pour faire face aux charges nouvelles de demain.

Dans une solennité toute récente, le Ministre des Finances

d'un grand pays voisin prononçait les paroles suivantes (¹):

Notre société moderne ne résume-t-elle pas ses besoins en

ceux d'une démocratie jeune, ardente, obligée de se défendre,

désireuse de progresser? Entretenir des armées..., gage de notre

sécurité et de notre force dans le monde; améliorer l'outillage

économique, générateur de richesse; développer l'intelligence

par le rayonnement de l'instruction...; réaliser dans l'ordre

social les réformes généreuses qu'une République se doit à

elle-même d'accomplir; apporter au problème si grave de la

natalité les solutions que commande l'avenir du pays, tels

sont et ses penchants naturels et ses devoirs élémentaires.

- » D'aussi nobles aspirations n'entraînent-elles pas pour nos
 » budgets de pesantes charges, sans cesse croissantes? Et si l'on
 » doit s'efforcer de mesurer la raison de cette progression à
 » l'augmentation même de la fortune publique, on ne saurait
 » loyalement en prévoir le terme prochain.
- » Soucieuse de sauvegarder ses intérêts vitaux, la nation
 » n'hésite pas à consentir les sacrifices indispensables.... »

Ce langage élevé s'applique parfaitement, moyennant quelques changements d'expressions, aux nécessités budgétaires de notre pays.

> Le Ministre des Finances, M. LEVIE.

⁽¹⁾ Discours prononce par M. Klotz, Ministre des Finances de France, à l'occasion de l'inauguration du nouveau palais de la Cour des Comptes. (Journal des Débats du 17 octobre 1912.)